

Donnons à la Justice des moyens d'agir

PROJET DE BUDGET DE LA JUSTICE POUR L'ANNÉE 2017

Présenté par Jean-Jacques URVOAS,
garde des Sceaux, ministre de la Justice
le 29 septembre 2016

#BudgetJustice

#PLF2017

CHIFFRES CLÉS

PROJET DE BUDGET POUR 2017

6,892^{*}

MILLIARDS € (Mds €)



Ce qui donnerait un budget
de **8,584 milliards €** avec charges
de pension (8,193 en LFI 2016)

6,6^{*}

LFI 2016

MILLIARDS €

**hors charges de pension - Conformément à loi de programmation des finances publiques, le plafond de crédits de la mission est présenté hors contribution directe de l'État aux pensions des fonctionnaires civils et militaires.*

+ 520 MILLIONS €

soit **+ 9 %**

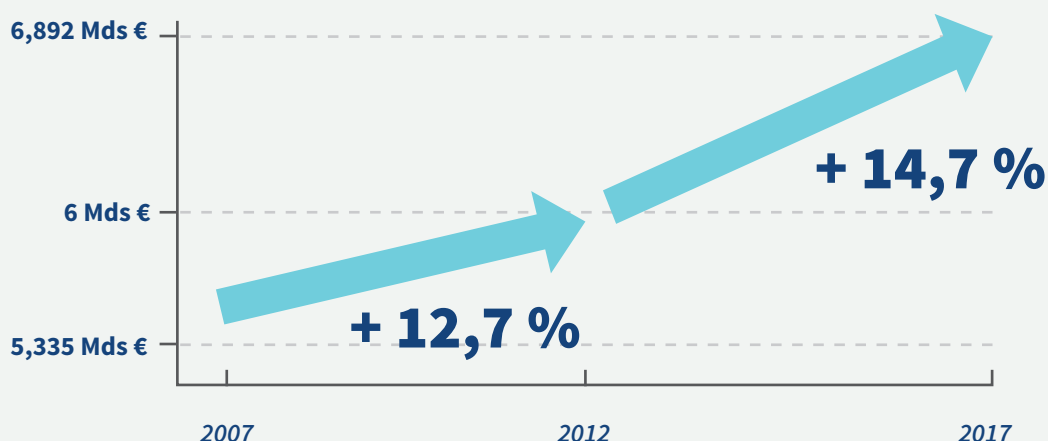
par rapport au PLF 2016

> La plus forte hausse budgétaire du quinquennat

+ 14,7 % de progression depuis 2012

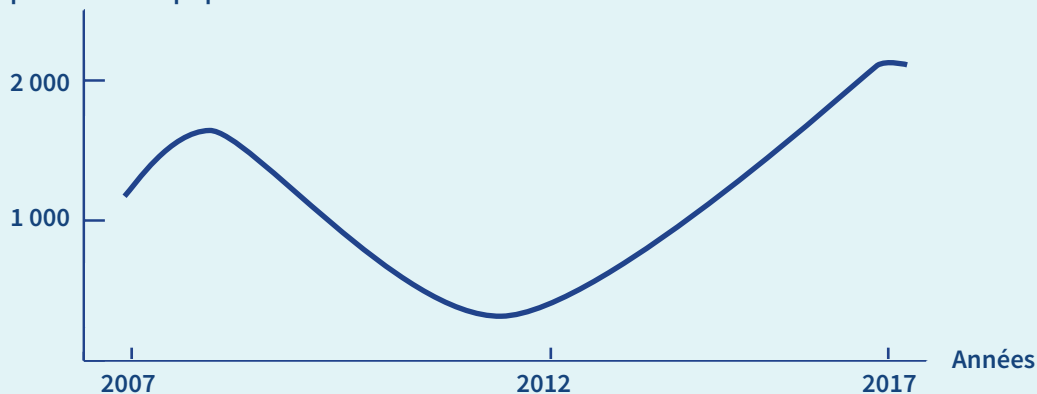
+ 2 100 EMPLOIS CRÉÉS POUR 2017

> 83 226 emplois au sein du ministère



CRÉATION D'EMPLOIS SOUS LES DERNIÈRES MANDATURES :

Emplois équivalents temps pleins



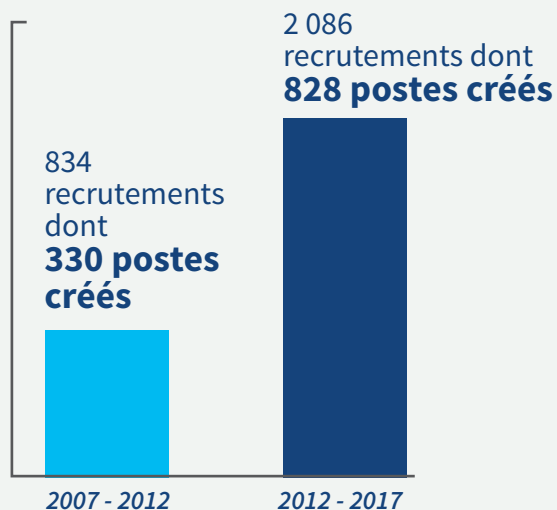
1. UNE PRIORITÉ : AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT DE NOS TRIBUNAUX

+ 600 EMPLOIS CRÉÉS DANS LES JURIDICTIONS POUR 2017

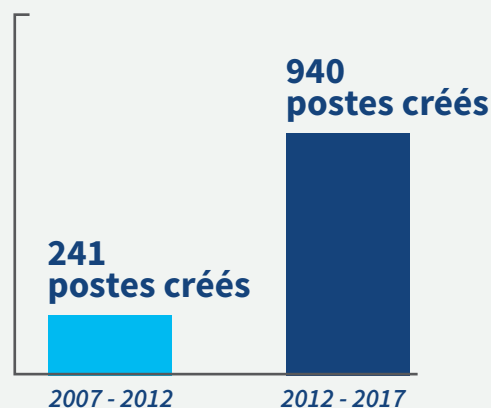
238 magistrats



362 greffiers et administratifs



pour constituer une équipe autour du magistrat, dans l'esprit du projet de loi de modernisation de la Justice du 21^e siècle #J21



+ 12 % DES CRÉDITS DESTINÉS AU FONCTIONNEMENT

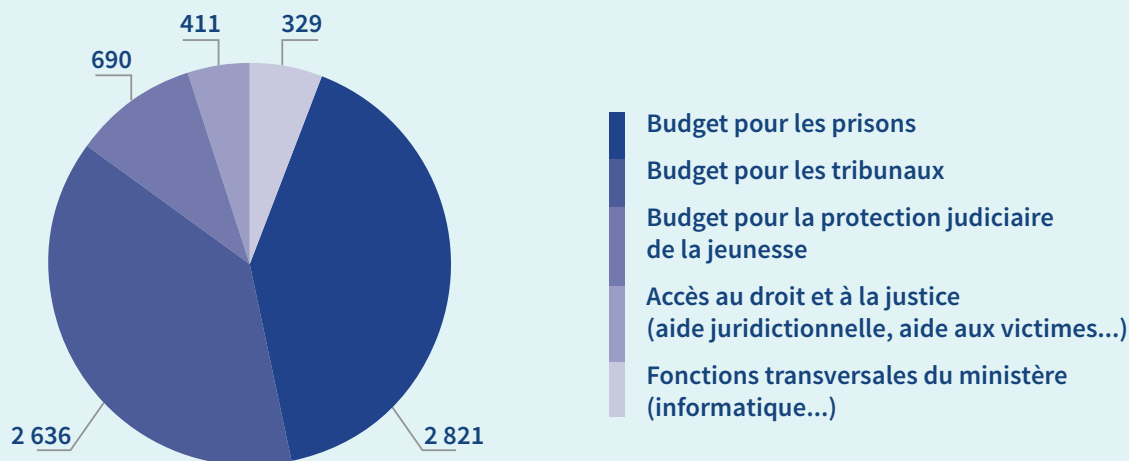
➤ dont 121 millions € dédiés à l'informatique (+8 %)

+ 31 % POUR L'IMMOBILIER DES PALAIS DE JUSTICE

→ pour les opérations en cours (Strasbourg, Cayenne, Douai, Point-à-Pitre, Poitiers, Quimper, Saint-Malo, Lons-le-Saunier, Saint-Martin et Lisieux) et lancer de nouveaux marchés de travaux (Mont-de-Marsan, Lille, Perpignan, Aix-en-Provence et Basse-Terre)

→ pour le développement des Services d'accueil unique du justiciable (342 services d'accueil unique du justiciable - SAUJ - seront installés dans les tribunaux de grande instance)

RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR LE BUDGET 2017 (en millions €) :



2. UN IMPÉRATIF : AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS NOS PRISONS

Concrétiser le programme sur l'encellulement individuel, pour en finir à terme avec la surpopulation carcérale

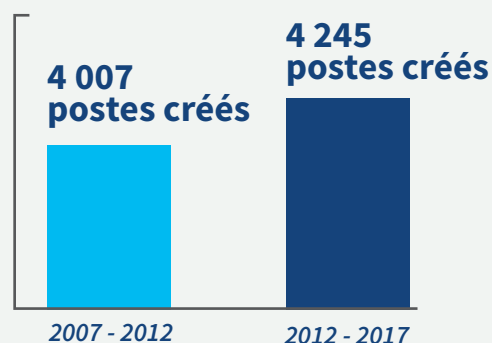
+ 1,158 MILLIARD € POUR ENGAGER LE NOUVEAU PROGRAMME DE CONSTRUCTIONS DE PLACES DE PRISONS

- 234 millions € pour créer 1 566 cellules supplémentaires dans 28 quartiers de préparation à la sortie
- 924 millions € pour construire 3 468 cellules en maisons d'arrêt

Améliorer les conditions de travail des personnels

+ 1 255 EMPLOIS CRÉÉS DANS L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE → dont 200 postes dans les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

À noter : l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) accueille actuellement 3 promotions par an, contre 1 seule en 2012



+ 40 MILLIONS € CONSACRÉS À LA SÉCURISATION DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES (25 MILLIONS EN 2016)

→ amplifier les travaux de déploiement de vidéosurveillance et la sécurisation des abords des établissements

+ 150 MILLIONS € D'INVESTISSEMENTS POUR LA MAINTENANCE ET LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS

TOTAL : 59 millions € pour le budget de fonctionnement de l'administration pénitentiaire

3. UNE CONSTANTE : GARANTIR L'ACCÈS AU DROIT POUR TOUS LES JUSTICIABLES

+ 12 % POUR L'AIDE JURIDICTIONNELLE

→ fixer un montant unique revalorisé de l'unité de valeur (base du calcul de la rétribution des avocats) afin de garantir une prestation de qualité pour les justiciables

À noter : il s'agit de la revalorisation la plus importante de cette rétribution depuis 2007

+ 11 % POUR L'AIDE AUX VICTIMES BUDGET DÉDIÉ AUJOURD'HUI : 28 MILLIONS €

4. UNE VOLONTÉ : CONFORTER LA JUSTICE DES MINEURS

+ 4 % DE HAUSSE DE BUDGET

+ 165 EMPLOIS POUR LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

REVALORISATION DES PRIMES DES AGENTS

ÉQUIPEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (Centres éducatifs renforcés dans les Bouches-du-Rhône et dans les Hautes-Alpes)

+ 3 MILLIONS € POUR UNE RÉNOVATION, RÉHABILITATION, SÉCURISATION DE L'IMMOBILIER (soit un total de 13 millions €)

PLF = Projet de loi de finances - LFI = Loi de finances initiale

Contact presse • Cabinet du garde des Sceaux
01 44 77 63 15 • secretariat-presse.cab@justice.gouv.fr

